

**Intervention de M. José Ramón Machado Ventura, chef de la délégation cubaine,  
à la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale :  
les défis du changement climatique et des bioénergies**

Monsieur le Président,

Ici même, voilà douze ans, la communauté internationale avait pris la décision d'éliminer la faim dans le monde et s'était fixé comme objectif de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de dénutris. Ce but, timide et insuffisant, paraît aujourd'hui chimérique.

La grave alimentaire mondiale, telle qu'elle se manifeste de nos jours, n'est pas un phénomène circonstanciel, car le monde produit assez d'aliments pour nourrir tous ses habitants : elle est clairement de nature systémique et structurelle.

La faim et la dénutrition sont des conséquences logiques d'un ordre économique international qui engendre et aggrave la pauvreté, les inégalités et l'injustice.

Les pays du Nord ont incontestablement une responsabilité dans la faim et la dénutrition que souffrent 854 millions de personnes : en imposant la libéralisation commerciale entre des acteurs foncièrement inégaux et les recettes financières de l'ajustement structurel, ils ont poussé à la ruine de nombreux petits producteurs du Sud et ont converti en importateurs nets d'aliments des pays qui satisfaisaient à leurs besoins, voire exportaient.

Les gouvernements des pays développés refusent d'éliminer leurs subventions agricoles scandaleuses, tout en imposant leurs règles du jeu au commerce international. Leurs voraces transnationales fixent les prix, monopolisent les technologies, imposent des certifications injustes, manipulent les réseaux de distribution, les sources de financement, le commerce et les intrants en matière de production mondiale d'aliments ; elles contrôlent par ailleurs le transport, la recherche scientifique, les fonds génétiques et la production d'engrais et de pesticides.

Si tout reste en l'état, la situation ne fera qu'empirer. Les modèles de production et de consommation des pays développés accélèrent les changements climatiques qui menacent à leur tour l'existence même de l'humanité, et il faut donc les remplacer. La prétention irrationnelle de perpétuer cette hyperconsommation a même conduit à une stratégie sinistre : convertir les grains et les céréales en carburants.

Les pays non alignés ont, à leur Sommet de La Havane, appelé à l'instauration d'un monde pacifique et prospère et d'un ordre mondial juste et équitable, seule manière de vraiment régler la crise alimentaire.

L'alimentation est un droit de l'homme inaliénable. C'est d'ailleurs ce que, à l'initiative de Cuba, l'ancienne Commission des droits de l'homme et maintenant le Conseil des droits de l'homme, ainsi que l'Assemblée générale des Nations Unies ont reconnu depuis 1997 dans des résolutions successives. Notre pays, au nom du Mouvement des non-alignés et avec le soutien de plus de deux tiers des membres de l'ONU, a aussi appelé à la convocation de la Septième Session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme qui vient d'inviter instamment la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour résoudre la crise alimentaire mondiale.

On ne peut supprimer la faim et la dénutrition par des palliatifs, ni par des dons symboliques qui, soyons franc, ne couvriront pas les besoins et ne seront pas durables.

Il faut au moins relever et développer la production agricole des pays du Sud. Les nations développées ont les moyens plus que suffisants pour ce faire. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique de leurs gouvernements.

Une réduction d'à peine 10 p. 100 des dépenses militaires de l'OTAN permettrait de dégager presque 100 milliards de dollars.

L'annulation de la dette extérieure des pays en développement – une dette que nous avons déjà remboursée plusieurs fois – permettrait aux pays du Sud de disposer des 345 milliards de dollars par an qu'ils allouent aujourd'hui à son service.

A supposer que les pays développés tiennent leur engagement de consacrer 0,7 p. 100 de leur Produit intérieur brut à l'Aide publique au développement, ils pourraient apporter tous les ans au moins 130 milliards de dollars de plus aux pays du Sud.

Si l'on consacrait à la production d'aliments ne serait-ce que le quart des sommes gaspillées tous les ans en publicité, presque 250 milliards de dollars seraient disponibles pour combattre la faim et la dénutrition.

Si le Nord destinait au développement agricole du Sud les subventions qu'il accorde à ses agriculteurs, nos pays disposeraient d'environ un milliard de dollars par jour qu'ils pourraient consacrer à la production d'aliments.

Monsieur le Président,

Le message de Cuba, en butte à un blocus féroce, mais forte de ses principes et de l'unité de son peuple, est le suivant : oui, il est possible de faire face avec succès à la crise alimentaire, mais à condition d'aller à la racine des problèmes, d'en aborder les causes profondes et de renoncer une fois pour toutes à la démagogie, à l'hypocrisie et aux fausses promesses.

Je tiens à conclure en rappelant ce qu'avait dit Fidel Castro en octobre 1979 devant l'Assemblée générale des Nations Unies :

« Le bruit des armes, du langage menaçant, de l'arrogance dans l'arène internationale, doit cesser. C'en est assez de croire que les problèmes du monde peuvent se régler à coups d'armes nucléaires ! Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les ignorants, mais elles ne pourront tuer la faim, les maladies, l'ignorance. »

Je vous remercie.